

**1 avril, 2019-
31 mars, 2020**

Table des matières

1. Introduction.....	2
2. Structure organisationnelle.....	3
3. Ordonnance de délégation de pouvoirs	4
4. Faits saillants du rapport statistique de 2019 à 2020.....	4
5. Formation et sensibilisation.....	5
6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives.....	5
7. Résumé des principaux enjeux et des mesures prises en raison de plaintes ou de vérifications.....	6
8. Surveillance de la conformité.....	6

Annexe 1 Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

1. Introduction

Le rapport annuel suivant décrit la structure organisationnelle, les mises à jour des procédures et les activités de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (la CNER) en lien avec l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) au cours de la période de 2019 à 2020. Ce rapport a été préparé et déposé au Parlement, conformément à l'article 72 de la Loi.

L'objectif de la *Loi sur l'accès à l'information* est d'assurer la transparence des institutions du gouvernement du Canada. La Loi « accorde aux citoyens canadiens, aux résidents permanents et à toute personne ou société présents au Canada un droit d'accès aux documents des institutions fédérales assujetties à la Loi »¹ et, par conséquent, contribue à améliorer la transparence et la responsabilisation de ces institutions.

La CNER est une institution gouvernementale publique, créée par l'*Accord du Nunavut*, afin d'évaluer les répercussions potentielles de projets de développement dans la région du Nunavut avant l'approbation des autorisations requises pour les projets. En faisant appel aux connaissances traditionnelles et à des méthodes scientifiques reconnues, la CNER évalue les répercussions biophysiques et socioéconomiques potentielles des propositions, puis formule des recommandations et des décisions quant aux projets qui devraient aller de l'avant. La CNER peut également établir des programmes de surveillance pour les projets évalués et approuvés. Le mandat et l'autorité de la CNER sont décrits dans l'article 12 de l'*Accord du Nunavut* et dans la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut*.

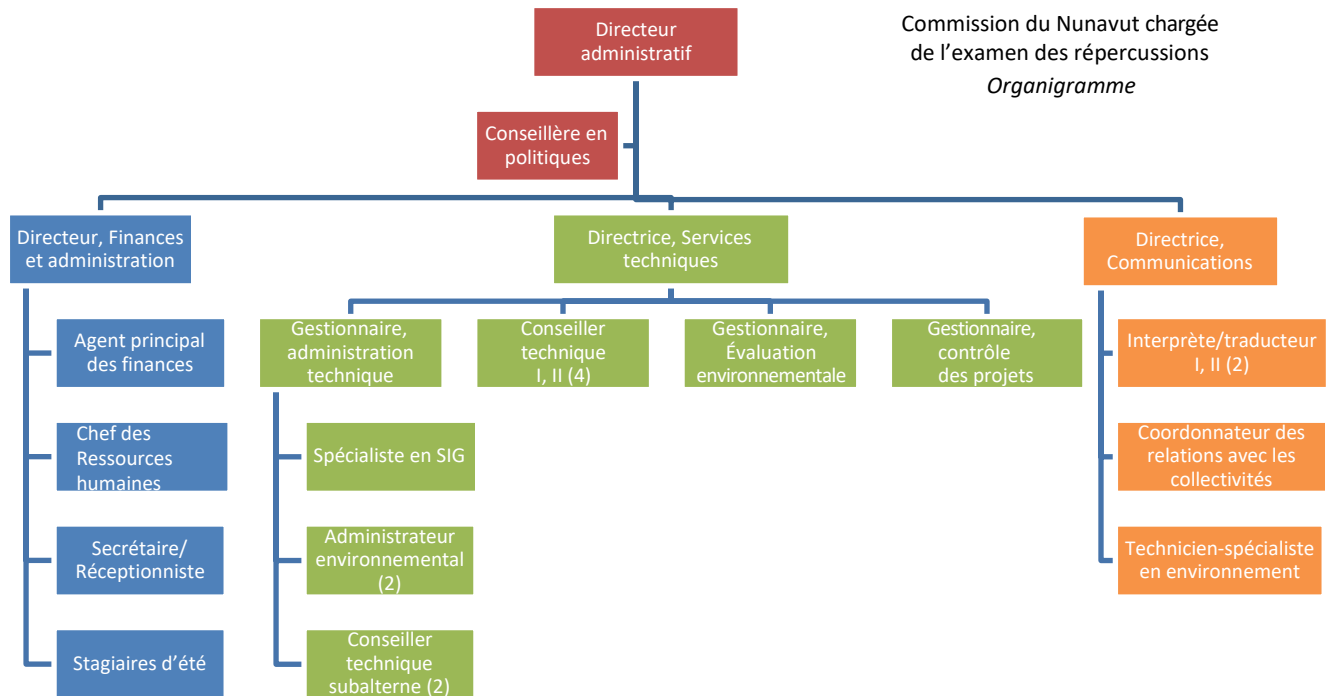
Tel qu'il est indiqué dans le rapport qui suit, la majorité des demandes d'accès à l'information (demandes d'AI) reçues par la CNER sont traitées de façon informelle. Ceci s'explique par le fait qu'une partie importante des documents de la CNER sont disponibles au public à partir de son registre public en ligne et par le faible volume de demandes d'AI que la CNER reçoit. Cette tendance se maintient lors de la période du rapport de 2019 à 2020 durant laquelle toutes les demandes ont fait l'objet d'un traitement informel par la publication de documents publics seulement.

¹ <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/acces-information-protection-reseignements-personnels.html>

2. Structure organisationnelle



Commission du Nunavut chargée
de l'examen des répercussions
Organigramme



La CNER est un organisme relativement petit qui compte 26 employés relevant du conseil d'administration. Elle est divisée en quatre (4) services et la direction générale supervise les services de Finances et administration, des Services techniques et des Communications. Il y a deux (2) employés directement responsables de la conformité à la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) : le directeur administratif et le technicien-spécialiste en environnement.

Conformément à la Loi, le rôle du directeur administratif est de donner l'approbation finale à toutes les réponses aux demandes d'accès à l'information (demandes d'AI) et à la divulgation de documents. Le directeur administratif reçoit et répond à toutes les consultations d'AI qui proviennent d'autres institutions et organismes gouvernementaux.

Conformément à la Loi, le technicien-spécialiste en environnement est responsable de coordonner les réponses aux demandes reçues en vertu de la Loi; de s'assurer que les processus et procédures de la CNER sont à jour; de surveiller le système de demandes en ligne d'accès à l'information et de protection des renseignements (AIPRP) de la CNER et de préparer les rapports annuels et statistiques.

La CNER reçoit les demandes d'AI de deux (2) façons principales. La première est par correspondance par l'envoi d'une lettre officielle à la CNER. La majorité des demandes reçues de cette façon consistent en des consultations d'autres institutions et organismes gouvernementaux. La deuxième est par l'entremise du système de demandes en ligne d'AIPRP, disponible dans le site Web de la CNER (<http://www.nirb.ca/information-requests>). Cet outil offre aux membres du public un moyen simple de soumettre une demande d'AIPRP à la CNER et de passer en revue les demandes soumises dans le passé.

Cependant, il est important de souligner que cet outil en ligne de demandes d'AIPRP est en voie d'être remplacé par l'intégration récente du nouveau système de demandes de service AIPRP en ligne (AORS) à la CNER. De plus amples détails sur ce développement sont donnés à la section 6 de ce rapport.

3. Ordonnance de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs et les responsabilités du directeur administratif de la CNER en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) n'ont pas fait l'objet d'une ordonnance de délégation de pouvoirs officielle. Cependant, tel qu'il est indiqué ci-dessus, la description de poste du technicien-spécialiste en environnement comporte des tâches liées à la Loi.

4. Faits saillants du rapport statistique de 2019 à 2020

Le 2 septembre 2020, la CNER a soumis par courriel son rapport statistique 2019 -2020 au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT). Tel qu'indiqué dans le rapport, la CNER a reçu en tout deux (2) demandes d'information (AI) pendant la période visée. Ces deux (2) demandes ont été transmises par courriels chiffrés par le biais de certificats maCLÉ. L'une était d'origine universitaire, l'autre de l'industrie privée, respectivement.

Devant le volume de documents à examiner pour chacune des demandes reçues pendant la période visée et à cause des mesures instaurées cette année en réponse à la COVID-19, la CNER ne pouvait raisonnablement respecter l'échéancier fixé et a donc obtenu une prorogation. Les deux (2) demandes reçues par la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions, pendant la période visée, sont toujours en suspens.

Puisque toutes les demandes d'AI visaient des documents disponibles au public, aucune exemption ni exclusion n'a été nécessaire dans les réponses de la CNER aux demandes d'AI au cours de la période du rapport. Encore une fois, ceci s'inscrit dans la tendance des dernières années : la CNER n'a jamais eu à utiliser d'exemption ni d'exclusion dans ses réponses aux demandes d'AI.

Malgré le fait que chaque demande d'AI a été traitée de façon informelle, la CNER a répondu dans le délai de 30 jours requis en vertu de la Loi pour les demandes officielles. La seule exception était une demande de la part de l'industrie privée dont la portée initiale n'était pas claire. Dans ce cas, la CNER a tenté de communiquer avec l'entreprise plusieurs fois pour obtenir une clarification, mais n'a reçu aucune réponse de celle-ci après trois (3) mois. À ce stade, la CNER a répondu à la demande du mieux qu'elle pouvait en dirigeant l'entreprise vers la section pertinente du registre public avant de fermer la demande. L'entreprise n'a pas formulé de commentaires additionnels au sujet de cette demande.

Le coût indiqué dans le rapport statistique (14 409 \$) représente le dixième (0,10) du salaire du technicien-spécialiste en environnement. Ce coût fait référence aux tâches du poste qui sont liées à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ce montant ne comprend pas le salaire d'autres employés qui peuvent participer aux consultations internes relatives aux demandes d'AIPRP.

Une copie du rapport 2019-2020 de la CNER est jointe à l'annexe 1 de ce rapport.

5. Formation et sensibilisation

Au cours de la période du rapport, plusieurs réunions individuelles ont eu lieu avec les nouveaux employés pour les informer des politiques et des procédures de la CNER, y compris de celles liées à la *Loi sur l'accès à l'information*. Des rappels périodiques ont aussi été envoyés au conseil d'administration et à l'ensemble du personnel de la CNER.

Les membres de la Commission ont reçu une formation dans le cadre de l'atelier organisé de concert avec la réunion régulière de février 2020.

6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

Au cours de la période visée 2019-2020, la CNER a poursuivi sa mise en place du Service de demande d'AIPRP en ligne (SDAL). Il s'agit d'une plateforme en ligne à laquelle les membres du public peuvent accéder pour soumettre des demandes d'AIPRP auprès d'une vaste gamme d'institutions fédérales. Ce service a pour but de simplifier le processus de demandes d'AIPRP. La CNER appuie cette initiative qui vise à offrir un système efficace aux utilisateurs et à optimiser la transparence d'un large éventail d'institutions publiques.

Pour garantir la rationalisation du système, la CNER a progressivement retiré son outil AIPRP en 2019-2020. Elle maintiendra toutefois sa page « Demande d'informations » sur son site Web aux fins de rapports; elle a de plus créé un lien avec le site Web SDAL pour permettre aux utilisateurs de soumettre leurs demandes. La CNER envisage en outre d'inscrire sur cette page les autres modes d'accès à l'information afin de réduire le nombre de demandes d'AIPRP qui lui sont soumises pour des documents déjà rendus publics.

La CNER n'a apporté aucun changement à ses politiques, directives, procédures et initiatives assujetties à la Loi sur la protection des renseignements personnels pendant la période visée 2019-2020.

7. Résumé des principaux enjeux et des mesures prises en raison de plaintes ou de vérifications

La CNER n'a reçu aucune plainte ni demande de vérification ou d'enquête durant la période du rapport.

8. Surveillance de la conformité

La CNER s'engage à respecter les échéanciers indiqués dans la *Loi sur l'accès à l'information* en maintenant une communication régulière entre le technicien-spécialiste en environnement et le directeur administratif quand une demande d'AIPRP est en traitement, de même qu'en utilisant le système de suivi, intégré à l'outil d'AIPRP en ligne de la CNER. Ce système de suivi permet aux utilisateurs du site Web à l'interne et à l'externe de voir quand une demande a été soumise, quel est son état et, une fois qu'elle est complétée, combien de temps il a fallu pour la fermer. Même si la CNER n'a reçu aucune demande officielle au cours de la période du rapport de 2019 à 2020, ces pratiques ont été suivies afin de maintenir la responsabilisation entre la direction générale et le service des Communications et entre la CNER et le public.

Les mesures implantées en réponse à la COVID-19 et le changement de directeur général/directrice ont affecté la capacité de la CNER de répondre en temps opportun.

Si vous avez des questions ou aimeriez des clarifications sur des points précis de ce rapport, prière de communiquer directement avec le soussigné au 867-983-4608 ou par courriel à kcostello@nirb.ca.



Karen Costello

Directeur administratif

Commission du Nunavut chargée de l'examen des repercussions



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: COMMISSION DU NUNAVUT CHARGÉE DE L'EXAMEN DES RÉPERCUSSIONS

Période visée par le rapport 1 avril 2019 à 31 mars 2020

Partie 1: Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée	2
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0
Total	2
Fermées pendant la période visée	0
Reportées à la prochaine période de rapport	2

1.2 Sources des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Universités	0
Secteur commercial (secteur privé)	1
Organismes	0
Public	1
Refus de s'identifier	0
Total	2

1.3 Demandes non officielles

Temps d'exécution							Total
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
0	2	0	0	0	2	0	2

Note: Toutes les demandes préalablement enregistrées comme "non officiellement traitées" seront à présent comptées dans cette section seulement .

Partie 2: Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et temps d'exécution

Disposition des demandes	Temps d'exécution							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 to 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	24(1)	0
15(1) - S.A*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	0		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	17	0				
16(1)(b)	0						
16(1)(c)	0						
16(d)	0						

* A.I: Affaires internationales Def.: Défense du Canada A.S.: Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
0	0	0	0
0	0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées Pages Processed		101 à 500 pages traitées		501 à -1000 pages traitées		1001 à 5000 pages traitées		Plus de 5000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages Divulguées	Nombre de demandes	Pages Divulguées	Nombre de demandes	Pages Divulguées	Nombre de demandes	Pages Divulguées	Nombre de demandes	Pages Divulguées
Communication	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Evaluation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception Exclusion	0	0	0	0	0
totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
2	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de jours en retard où le délai n'apas été prorogé	Nombre de jours en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	2	2
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	2

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
de l'anglais au français	0	0	0
du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Partie 3: Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	9(1)(a) Entrave au fonctionnement	9(1)(b) Consultation		9(1)© Avis à autrui
		Article 69	Autre	
Communication totale	0	2	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Tous exceptés	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	0	2	0	0

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)(a) Entrave au fonctionnement	9(1)(b) Consultation		9(1)© Avis à autrui
		Article 69	Autre	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	2	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 jours et plus	0	0	0	0
Total	0	2	0	0

Partie 4: Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Demande	0	\$0	0	\$0
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Médias substitués	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

Partie 5: Consultations reçues d'autres institutions et organismes

5.1 Consultations reçues d'autres organismes et autres institutions du gouvernement du Canada

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à examiner	Autres organismes	Nombre de pages à examiner
Reçues pendant la période visée par le rapport	2	158	0	0
En suspens à la fin de la dernière période de rapport	0	0	0	0
Total	2	158	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	2	0	0	0
En suspens pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les consultations reçues d'autres institutions du gouvernement fédéral

Recommandation	Nombre de jours requis pour fermer les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	2	0	0	0	0	0	2
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	2	0	0	0	0	0	2

5.3 Recommandations et délai de traitement des consultations reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour fermer les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Partie 6: Délai de traitement des consultations de documents confidentiels du Cabinet

6.1 DeDemandes auprès de services juridiques

[illegible]

6.2 Demandes auprès du Conseil privé

[illegible]

Partie 7: Plaintes et enquêtes

Article 32	Article 35	Article 37	Total
0	0	0	0

Partie 8: Poursuite en justice

Article 41	Article 42	Article 44	Total
0	0	0	0

Partie 9: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

9.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$14,409
Temps supplémentaire		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels		
• Autres		
Total		\$14,409

9.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personne consacrées à la Loi sur l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.10
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Personnel régional	0.00
Consultants et personnel d'organismes	0.00
Étudiants	0.00
Total	0.10

Note: Indiquer les valeurs jusqu'à deux décimales